



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/488/Add.2  
3 mai 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
Point 133 de l'ordre du jour

### FINANCEMENT DE LA MISSION DES NATIONS UNIES EN HAÏTI

#### Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

#### Additif

#### I. INTRODUCTION

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) du 18 mars 1996 (A/50/363/Add.2). Ce rapport contient le projet de budget de la MINUHA pour la période de quatre mois se terminant le 30 juin 1996 et la liquidation de la Mission sur une période de sept mois allant du 1er juillet 1996 au 31 janvier 1997. Pendant son examen du rapport, le Comité a entendu les représentants du Secrétaire général qui lui ont fourni des informations complémentaires.

2. La MINUHA a été créée pour une période initiale de six mois par la résolution 867 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 23 septembre 1993, et son mandat a été ultérieurement prorogé par les résolutions 940 (1994) du 31 juillet 1994 et 964 (1994) du 29 novembre 1994. De plus, par sa résolution 975 (1995) du 30 janvier 1995, le Conseil de sécurité a autorisé le transfert complet des fonctions de la force multinationale à la MINUHA, celui-ci devant s'achever le 31 mars 1995 au plus tard. Par sa résolution 1007 (1995) du 31 juillet 1995, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MINUHA pour une période de sept mois, jusqu'au 29 février 1996.

3. Comme indiqué à l'annexe VI du rapport du Secrétaire général (A/50/363/Add.2), le montant total des crédits approuvés par l'Assemblée générale pour la période allant du 23 septembre 1993 au 29 février 1996 s'élève à 311 030 000 dollars en chiffres bruts (306 511 800 dollars en chiffres nets). De plus, par sa résolution 50/90 du 19 décembre 1995 (par. 15), l'Assemblée a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant mensuel brut de 10 millions de dollars (soit un montant net de 9,5 millions de dollars) pour une période de trois mois allant du 1er mars au

31 mai 1996, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 29 février 1996.

4. Comme indiqué au paragraphe 8 du rapport, des montants de 301 171 669 dollars au total ont été mis en recouvrement auprès des États Membres durant la période allant du 23 septembre 1993 au 29 février 1996. Les contributions reçues durant cette période ont été de 209 424 644 dollars. Comme suite à sa demande, le Comité a été informé que, au 15 avril 1996, des montants de 320 481 323 dollars au total avaient été mis en recouvrement auprès des États Membres, dont un montant de 19 309 654 dollars pour la période allant du 1er mars au 30 avril 1996, conformément à la résolution 50/90 de l'Assemblée générale. Au 15 avril 1996, les contributions reçues s'élevaient à 229 639 244 dollars. Le Comité a également été informé que les pays qui fournissent des contingents avaient été intégralement remboursés jusqu'au 31 mai 1995, sur la base des taux standard de remboursement. Un montant d'environ 56,1 millions de dollars est dû à ce titre pour la période se terminant le 29 février 1996.

5. Afin que la Mission puisse atteindre ses objectifs, le Secrétaire général a recommandé au Conseil de sécurité d'en proroger le mandat pour une période de six mois commençant le 1er mars 1996. Il a en outre recommandé que la Mission dispose de 1 600 hommes dans les unités d'infanterie, 300 dans les unités de soutien et 300 dans la police civile, ainsi que de 160 civils recrutés sur le plan international, 18 Volontaires des Nations Unies et 150 agents recrutés sur le plan local (S/1996/112, par. 47 et 51). À la lumière des propositions du Secrétaire général, le Conseil de sécurité, par sa résolution 1048 (1996) du 29 février 1996, a décidé de proroger le mandat de la MINUHA pour une dernière période de quatre mois, allant du 1er mars au 30 juin 1996, et de ramener l'effectif des contingents à 1 200 hommes et celui de la police civile à 300 hommes.

## II. RAPPORT PROVISOIRE SUR L'EXÉCUTION DU BUDGET POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er AOÛT 1995 AU 29 FÉVRIER 1996

6. Au paragraphe 10 de sa résolution 50/90, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Mission des Nations Unies en Haïti, un crédit d'un montant total brut de 152 011 500 dollars (soit un montant net de 149 680 400 dollars) pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996. Le Comité a été saisi, à sa demande, d'un rapport provisoire sur les dépenses de la période considérée, qui figure à l'annexe I du présent rapport.

7. Pour la période allant du 1 août 1995 au 29 février 1996, le montant total provisoire des dépenses s'est élevé à 141 945 200 dollars en chiffres bruts (soit 141 714 200 dollars en chiffres nets). Les économies réalisées pour la période considérée d'un montant estimatif brut de 10 026 300 dollars, soit 8 966 200 dollars en chiffres nets, proviennent d'une diminution des coûts relatifs au personnel militaire (6 372 100 dollars), au personnel civil (8 718 200 dollars), aux locaux et à l'hébergement (2 600 200 dollars), aux opérations de transport (806 700 dollars), aux opérations aériennes (666 500 dollars), aux opérations navales (347 900 dollars), aux transmissions (534 300 dollars), aux matériels divers (477 800 dollars), au système intégré de

/...

gestion (SIG) (13 100 dollars) et aux programmes de formation (5 200 dollars). Ces économies ont été en partie annulées par les dépassements de coûts enregistrés au titre des services contractuels, fournitures et services divers (6 475 200 dollars), du fret aérien et de surface (5 077 700 dollars), de la remise en état des infrastructures (19 300 dollars) et des programmes d'information (3 600 dollars).

8. Au cours de cette période, le Comité a été informé que la MINUHA avait reçu les contributions en nature ci-après, comme indiqué à l'annexe VII du rapport du Secrétaire général, dont le montant a été calculé sur la base de coûts standard :

1er août-29 février 1996

Canada	Rémunération d'un fonctionnaire qui a occupé le poste de chef de la police civile (98 500 dollars)
Pays-Bas	20 conteneurs maritimes (10 000 dollars)
États-Unis d'Amérique	Rémunération de 149 agents locaux qui ont fait office d'interprètes (1 157 000 dollars)

### III. PRÉVISIONS DE DÉPENSES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er MARS 1996 AU 31 JANVIER 1997

9. Comme indiqué aux paragraphes 21 et 23 de son rapport, le Secrétaire général propose d'affecter aux opérations de la Mission, pour la période allant du 1er mars au 30 juin 1996, un montant de 45 799 000 dollars en chiffres bruts (soit 44 833 400 dollars en chiffres nets). Des crédits sont demandés pour le rapatriement de 2 659 soldats et le maintien sur place de 1 200 soldats, 300 observateurs de police civile, 162 civils recrutés sur le plan international, 184 agents locaux et 18 Volontaires des Nations Unies. Le montant estimatif total des crédits demandés pour financer la liquidation de la Mission est de 15 620 500 dollars (montant net : 15 162 900 dollars) pour la période allant du 1er juillet 1996 au 31 janvier 1997. Ce montant est calculé en partant de l'hypothèse que tous les personnels militaires et les policiers civils seront rapatriés d'ici au 31 juillet 1996 et les civils recrutés sur le plan international d'ici au 15 septembre 1996.

10. En ce qui concerne la composante militaire, le Comité note, à la lecture des paragraphes 4 et 10 du rapport, que les effectifs réduits comprendront deux bataillons d'infanterie à déployer dans deux zones d'opérations avec des camps de base à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien. En outre, la composante militaire comprendra 700 hommes (infanterie et unités de soutien), notamment une section des transports, une section du génie, une section de police militaire et un escadron d'aviation, qui seront fournis et financés par le Gouvernement canadien à titre de contribution volontaire. Le Comité note en outre que les éléments de soutien canadiens fourniront des services non seulement aux unités d'infanterie canadiennes, mais aussi aux 1 200 soldats de la MINUHA. Le Comité a reçu, à sa demande, une copie du mémorandum d'accord qu'ont signé l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement canadien.

/...

11. Le Comité a été informé que le Gouvernement canadien prendrait à sa charge la totalité des frais directs de soutien logistique aux 700 hommes qu'il fournit (rations, eau, carburants, interprètes, services fournis dans le cadre des contrats de soutien logistique), dont le montant s'élève à environ 7 207 400 dollars (on trouvera une ventilation détaillée à l'annexe II du présent rapport). Ce montant n'est pas compris dans les crédits demandés. Il est néanmoins prévu que la MINUHA fournira certains services d'appui généraux au contingent canadien puisque celui-ci fera partie intégrante de la composante militaire de la MINUHA. L'Organisation des Nations Unies prendra à sa charge les dépenses indirectes.

12. Au paragraphe 5 de son rapport, le Secrétaire général indique que les effectifs de la composante militaire, qui comptait 3 859 hommes au 1er mars 1996, devraient être ramenés à 1 200 hommes d'ici au 15 avril 1996. À sa demande, le Comité a été informé que des effectifs militaires, qui étaient de 1 202 hommes au 16 avril 1996, seraient ramenés à 1 200 hommes d'ici au 6 mai 1996. Un calendrier détaillé de la réduction des effectifs militaires a été remis au Comité (voir annexe III). Sous sa forme réduite, la Mission sera appuyée par 162 civils recrutés sur le plan international, 184 agents locaux et 18 Volontaires des Nations Unies. Le Comité relève qu'au paragraphe 51 du document S/1996/112, le Secrétaire général a proposé que la Mission dispose de 1 600 hommes dans les unités d'infanterie, 300 dans les unités de soutien et 300 dans la police civile, ainsi que de 160 civils recrutés sur le plan international, 150 agents recrutés sur le plan local et 18 Volontaires des Nations Unies. Le Comité a voulu savoir pourquoi le Secrétaire général demandait, dans son projet de budget (A/50/363/Add.2), deux postes d'administrateur et 34 postes d'agent local supplémentaires pour soutenir des contingents dont les effectifs étaient les mêmes (en comptant les 700 hommes de l'infanterie canadienne) que ceux indiqués aux paragraphes 51 à 54 du document S/1996/112.

13. En réponse à sa demande, le Comité a été informé que la différence entre le nombre de civils recrutés sur le plan international proposé dans le budget (162) et celui qui figure dans le document S/1996/112 (160) correspondait à un poste de chef de la police civile (D-1) et à un poste de vérificateur résident (P-4). Le poste de chef de la police civile n'a pas été inclus dans le tableau d'effectifs précédent car il a été financé par le Gouvernement canadien à titre de contribution volontaire (voir par. 8 plus haut). Le poste de vérificateur résident avait été inclus dans un tableau d'effectifs précédent, mais son maintien n'avait pas été prévu au stade de la planification. Le Comité a été informé que les 34 postes supplémentaires d'agent local mentionnés plus haut étaient des postes d'interprète et que les besoins du personnel militaire en la matière n'avaient pas été prévus au stade de la planification. Au cours de la période précédente du mandat, 220 postes d'interprète au total étaient inscrits au budget de la MINUHA. En outre, comme indiqué au paragraphe 8 ci-dessus, le Gouvernement des États-Unis a pris à sa charge, à titre de contribution volontaire, la rémunération de 149 interprètes devant assister 6 000 soldats et 900 observateurs de police civile. Sur cette base, il faudrait donc prévoir au total 69 interprètes pour appuyer 1 200 soldats et 300 observateurs de police civile.

14. Le Comité constate, à la lecture du paragraphe 27 et de l'annexe III B du document A/50/363/Add.2, que l'effectif dans la zone de la mission, qui s'élevait au 1er mars 1996 à 162 postes de fonctionnaires internationaux (48 administrateurs, 40 agents du Service mobile, 66 agents des services généraux et 8 agents du Service de sécurité) et 184 postes de personnel local, passera le 1er août 1996 à 112 postes de fonctionnaires internationaux (36 administrateurs, 23 agents du Service mobile, 45 agents des services généraux et 8 agents du Service de sécurité) et 88 postes de personnel local et, au 1er septembre 1996, à 80 postes de fonctionnaires internationaux (24 administrateurs, 13 agents du Service mobile, 35 agents des services généraux et 8 agents du Service de sécurité) et 40 postes de personnel local.

15. Le Comité remarque d'autre part que, selon le paragraphe 27 du rapport, après le 15 septembre 1996, lorsque tous les personnels auront quitté la zone de la mission, le Secrétaire général propose qu'une équipe composée d'un administrateur et de deux agents des services généraux travaille au Siège pendant quatre mois encore, soit jusqu'au 31 janvier 1997, pour mener à bien les opérations comptables et financières restant à régler. À la demande du Comité, une liste lui a été transmise, dans laquelle figurent les tâches qui devront être exécutées par cette équipe durant la phase finale de la liquidation de la Mission. Le Comité a été informé que les tâches prévues n'entraient pas dans le cadre des fonctions ordinaires du personnel actuellement employé au Siège, et ne pourront être menées à bien qu'après la liquidation de la Mission. Il estime qu'il serait plus rationnel de procéder à cette opération au Siège que dans la zone de la mission.

16. Le Comité rappelle que, comme l'Assemblée générale l'a souligné au paragraphe 6 de sa résolution 49/239, en date du 31 mars 1995, une coordination existe entre la MINUHA et la Mission civile internationale en Haïti (MICIVIH). Le soutien logistique et administratif apporté à la MICIVIH est assuré par la Division de l'administration de la MINUHA et les dépenses afférant aux activités de la MICIVIH sont imputées sur le budget de cette dernière (voir A/50/488, par. 24). Le Comité a été informé, à sa demande, que le mandat actuel de la MICIVIH, qui vient à expiration le 31 août 1996, coïncide avec la phase de liquidation de la MINUHA. Outre le personnel administratif dépendant du budget de la MICIVIH, le personnel de la MINUHA, qui restera dans la zone de la mission jusqu'au 15 septembre 1996, continuera à soutenir la MICIVIH sur le plan administratif.

17. Les sections B et C de l'annexe III indiquent que les ressources prévues pour les locaux et l'hébergement s'élèvent à 1 394 500 dollars (dépenses courantes) et à 472 200 dollars (dépenses non renouvelables). Parmi les dépenses non renouvelables, il est prévu d'affecter 165 000 dollars à l'aménagement des camps militaires de Port-au-Prince et de Cap-Haïtien pour une occupation à long terme. Il est proposé d'installer des fosses septiques dans les deux localités (coût : 120 000 dollars) et de creuser un puits supplémentaire (coût : 45 000 dollars) pour éviter de transporter l'eau par camion-citerne au camp de Canargus à Port-au-Prince. Le Comité a été informé que ces propositions permettraient de réduire les frais afférents aux services fournis par l'entrepreneur chargé du soutien logistique. Le Comité n'est pas convaincu qu'à ce stade de la mission, il soit opportun d'approuver des dépenses d'un montant de 165 000 dollars pour l'aménagement des camps militaires.

18. Le Comité constate qu'il a été prévu d'affecter à la remise en état des infrastructures 300 000 dollars de la part des dépenses non renouvelables (annexe III.C) dont 100 000 dollars seront consacrés à la réfection des terrains d'aviation de Jérémie et des Cayes, et 200 000 dollars iront à la réfection des routes de ravitaillement très fréquentées et endommagées par les véhicules lourds des contingents et de l'ONU. Le Comité a été informé, à sa demande, que la réfection des terrains d'aviation comprenait l'enlèvement des graviers, le nivellement du terrain et l'épandage d'une nouvelle couche de terre. Les principales voies d'accès utilisées pour le ravitaillement et le transport du personnel doivent être réparées, certains tronçons ayant été rendus impraticables par des orages et des inondations. Le Comité note que dans le précédent rapport sur le financement de la MINUHA (A/50/363, annexe V.B, par. 43), un montant de 670 000 dollars avait été approuvé pour la réfection des routes et des terrains d'aviation, dont 120 000 dollars pour la remise en état des terrain de Jérémie, des Cayes et d'Hinche. Compte tenu des ressources précédemment approuvées et du fait que la Mission touche à sa fin, le Comité recommande de ne pas approuver l'ouverture de crédits supplémentaires pour ces travaux.

19. Le Comité note à l'annexe III.B et au paragraphe 7 de l'annexe III.D du rapport du Secrétaire général (A/50/363/Add.2), que le montant des ressources prévues pour la location de véhicules (270 000 dollars) permettra de louer pour 45 000 dollars par mois un engin tout terrain de manutention et de gerbage de conteneurs à 16 000 dollars, un élévateur à fourche de 28 tonnes à 23 000 dollars et un élévateur à fourche de 10 tonnes à 6 000 dollars, qui seront utilisés à Cap-Haïtien. Lorsqu'il s'est enquis de la situation, le Comité a été informé que les élévateurs à fourche appartenant à l'ONU sont utilisés à Port-au-Prince, mais que ce type de matériel n'était pas conçu pour assurer le transport entre Cap-Haïtien et Port-au-Prince. Il serait plus économique de le louer plutôt que de le faire venir de la base logistique des Nations Unies à Brindisi.

20. Le montant de 160 000 dollars prévu pour les programmes d'information (annexe II), note le Comité, comprend 120 000 dollars de dépenses non renouvelables correspondant à la publication en deux langues du Livre bleu sur la MINUHA, frais de rédaction, de traduction, de reproduction, d'impression et de promotion compris. La ventilation détaillée de ces dépenses a été présentée au Comité, à sa demande. Le Comité entend revenir sur la question en septembre 1996, à l'occasion de l'examen d'un rapport du Secrétaire général et examiner les propositions relatives à la série du Livre bleu sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies du point de vue de la politique proposée et des critères éditoriaux. En attendant, le Comité recommande de supprimer le montant de 120 000 dollars et de ne rien prévoir pour ces publications tant que l'Assemblée générale n'aura pas arrêté sa politique en la matière.

21. À propos des décisions que l'Assemblée générale doit prendre à sa cinquantième session, sur la base des observations et recommandations formulées aux paragraphes 17, 18 et 20 ci-dessus, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée d'adopter les mesures ci-après :

/...

a) Ouverture de crédits d'un montant brut de 45 314 000 dollars (montant net : 44 348 400 dollars) pour la période allant du 1er mars au 30 juin 1996, y compris le montant brut de 30 000 000 de dollars (montant net : 28,5 millions de dollars) autorisé au paragraphe 15 de la résolution 50/90 de l'Assemblée générale;

b) Mise en recouvrement d'un montant additionnel brut de 25 184 900 dollars (montant net : 24 219 300 dollars) pour la période allant du 1er mars au 30 juin 1996, compte tenu du montant brut de 20 millions de dollars (montant net : 19 millions de dollars) déjà mis en recouvrement auprès des États Membres au titre de la résolution 50/90;

c) Ouverture et mise en recouvrement de crédits d'un montant brut de 15 520 500 dollars (montant net : 15 062 900 dollars) pour la période allant du 1er juillet 1996 au 31 janvier 1997;

d) Application à la MINUHA des dispositions spéciales prévues à l'article IV du Règlement financier de l'Organisation, telles qu'elles sont explicitées au paragraphe 17 du rapport du Secrétaire général.

## ANNEXE I

Rapport intérimaire sur l'exécution du budget pour la période allant du 1er août 1995 au 29 février 1996

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non renouvelables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Montant estimatif total des dépenses (5)	Économies/ (dépassements) (6) = (2) - (5)
<b>1. <u>Personnel militaire</u></b>						
a) <u>Observateurs militaires</u>	—	—	—	—	—	—
b) <u>Contingents</u>						
Remboursements aux gouvernements aux taux standard	43 163,4	43 163,4	—	42 163,4	42 163,4	1 000,0
Détente et loisirs	672,0	672,0	—	382,3	382,3	289,7
Rations	12 061,7	12 061,7	—	10 596,3	10 596,3	1 465,4
Indemnité journalière	1 635,8	1 635,8	—	925,5	925,5	710,3
Indemnité de subsistance (missions)	2 088,2	2 088,2	—	1 400,8	1 400,8	687,4
Déploiement, relève et rapatriement	8 760,0	8 760,0	—	6 540,7	6 540,7	2 219,3
Indemnité d'habillement et d'équipement	2 940,0	2 940,0	—	2 940,0	2 940,0	—
Total partiel	71 321,1	71 321,1	—	64 949,0	64 949,0	6 372,1
c) <u>Autres dépenses afférentes au personnel militaire</u>						
Matériel appartenant aux contingents	7 586,8	7 586,8	—	7 586,8	7 586,8	—
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	1 610,0	1 610,0	—	1 610,0	1 610,0	—
Total partiel	9 196,8	9 196,8	—	9 196,8	9 196,8	—
Total, rubrique 1	80 517,9	80 517,9	—	74 145,8	74 145,8	6 372,1
<b>2. <u>Personnel civil</u></b>						
a) <u>Police civile</u>						
Indemnité de subsistance (missions)	16 943,9	16 943,9	—	11 011,5	11 011,5	5 932,4
Frais de voyage	463,2	463,2	—	716,0	716,0	(252,8)
Indemnité d'habillement et d'équipement	105,0	105,0	—	54,2	54,2	50,8
Total partiel	17 512,1	17 512,1	—	11 781,7	11 781,7	5 730,4
b) <u>Personnel international et personnel local</u>						
Traitements du personnel international	5 910,0	5 910,0	—	5 345,1	5 345,1	564,9
Traitements du personnel local	2 193,0	2 193,0	—	1 285,0	1 285,0	908,0
Personnel temporaire	—	—	—	14,4	14,4	(14,4)
Heures supplémentaires	53,2	53,2	—	—	—	53,2
Dépenses communes de personnel	2 312,4	2 312,4	—	1 844,6	1 844,6	467,8
Indemnité de subsistance (missions)	3 792,3	3 792,3	—	3 131,6	3 131,6	660,7
Autres voyages	95,7	95,7	—	45,6	45,6	50,1
Total partiel	14 356,6	14 356,6	—	11 666,3	11 666,3	2 690,3



	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non renouvelables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Montant estimatif total des dépenses (5)	Économies/ (dépassements) (6) = (2) - (5)
c) <u>Personnel contractuel international</u>	—	—	—	—	—	—
d) <u>Volontaires des Nations Unies</u>	1 028,2	1 028,2	—	730,7	730,7	297,5
e) <u>Personnel fourni par les gouvernements</u>	—	—	—	—	—	—
f) <u>Personnel civil chargé d'observer les élections</u>	—	—	—	—	—	—
Total, rubrique 2	32 896,9	32 896,9	—	24 178,7	24 178,7	8 718,2
3. <u>Locaux/hébergement</u>						
Location de locaux	1 543,0	1 543,0	—	1 180,9	1 180,9	362,1
Aménagement et rénovation des locaux	140,0	140,0	43,2	—	43,2	96,8
Fournitures d'entretien	105,0	105,0	—	190,2	190,2	(85,2)
Services d'entretien	386,4	386,4	—	161,4	161,4	225,0
Éclairage, chauffage, énergie et eau	1 472,8	1 472,8	—	914,9	914,9	557,9
Construction de locaux/bâtiments préfabriqués	1 450,0	1 450,0	6,4	—	6,4	1 443,6
Total, rubrique 3	5 097,2	5 097,2	49,6	2 447,4	2 497,0	2 600,2
4. <u>Remise en état des infrastructures</u>	670,0	670,0	689,3	—	689,3	(19,3)
5. <u>Transports</u>						
Location de véhicules	—	—	—	0,5	0,5	(0,5)
Matériel d'atelier	203,1	203,1	47,4	—	47,4	155,7
Pièces de rechange, réparations et entretien	5 013,6	5 013,6	—	4 497,3	4 497,3	516,3
Carburant et lubrifiants	2 401,0	2 401,0	—	2 265,8	2 265,8	135,2
Assurance automobile	292,0	292,0	—	292,0	292,0	—
Total, rubrique 5	7 909,7	7 909,7	47,4	7 055,6	7 103,0	806,7
6. <u>Opérations aériennes</u>						
a) <u>Hélicoptères</u>						
Location/affrètement	5 264,4	5 264,4	—	4 338,8	4 338,8	925,6
Carburant et lubrifiants	842,5	842,5	—	1 087,6	1 087,6	(245,1)
Total partiel	6 106,9	6 106,9	—	5 426,4	5 426,4	680,5
b) <u>Avions</u>						
Location/affrètement	98,0	98,0	—	154,0	154,0	(56,0)
Total partiel	98,0	98,0	—	154,0	154,0	(56,0)
c) <u>Indemnité de subsistance des équipages</u>	—	—	—	—	—	—
d) <u>Autres dépenses</u>						
Droits d'atterrissage et manutention au sol	42,0	42,0	—	—	—	42,0
Total partiel	42,0	42,0	—	—	—	42,0
Total, rubrique 6	6 246,9	6 246,9	—	5 580,4	5 580,4	666,5
7. <u>Opérations navales</u>						
Entretien et réparations	525,0	525,0	—	124,6	124,6	400,4
Carburant	791,3	791,3	—	843,8	843,8	(52,5)
Total, rubrique 7	1 316,3	1 316,3	—	968,4	968,4	347,9

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non renouvelables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Montant estimatif total des dépenses (5)	Économies/ (dépassements) (6) = (2) - (5)
<b>8. Transmissions</b>						
a) <u>Éléments complémentaires</u>						
Matériel de transmissions	88,8	88,8	1,7	—	1,7	87,1
Pièces de rechange et fournitures	1 065,4	1 065,4	—	857,0	857,0	208,4
Communications par réseaux commerciaux	289,1	289,1	—	50,3	50,3	238,8
Total partiel	1 443,	1 443,3	1,7	907,3	909,0	534,3
b) <u>Contrat relatif au réseau principal</u>	—	—	—	—	—	—
Total, rubrique 8	1 443,3	1 443,3	1,7	907,3	909,0	534,3
<b>9. Matériel divers</b>						
Mobilier de bureau	35,8	35,8	22,6	—	22,6	13,2
Matériel de bureau	30,2	30,2	3,5	—	3,5	26,7
Matériel informatique	103,9	103,9	0,3	—	0,3	103,6
Groupes électrogènes	—	—	8,3	—	8,3	(8,3)
Citernes à essence et débitmètres	51,1	51,1	98,1	—	98,1	(47,0)
Matériel d'hébergement	—	—	9,0	—	9,0	(9,0)
Matériel divers	220,0	220,0	78,4	—	78,4	141,6
Tentes	360,0	360,0	—	—	—	360,0
Matériel d'épuration de l'eau	153,1	153,1	26,8	—	26,8	126,3
Pièces de rechange, réparations et entretien	1 159,2	1 159,2	—	1 388,5	1 388,5	(229,3)
Total, rubrique 9	2 113,3	2 113,3	247,0	1 388,5	1 635,5	477,8
<b>10. Fournitures et services</b>						
a) <u>Services divers</u>						
Vérification des comptes	26,0	26,0	—	21,0	21,0	5,0
Services contractuels	7 939,3	7 939,3	—	13 747,2	13 747,2	(5 807,9)
Services de sécurité	150,5	150,5	—	41,7	41,7	108,8
Services et traitements médicaux	350,0	350,0	—	631,2	631,2	(281,2)
Demandes d'indemnisation et règlements	21,0	21,0	—	4,5	4,5	16,5
Dépenses de représentation	7,0	7,0	—	7,1	7,1	(0,1)
Autres services	28,0	28,0	—	189,8	189,8	(161,8)
Total partiel	8 521,8	8 521,8	—	14 642,5	14 642,5	(6 120,7)
b) <u>Fournitures diverses</u>						
Papeterie et fournitures de bureau	175,0	175,0	—	148,2	148,2	26,8
Fournitures médicales	735,0	735,0	—	928,9	928,9	(193,9)
Fournitures sanitaires et de nettoyage	331,1	331,1	—	229,9	229,9	101,2
Abonnements	2,8	2,8	—	7,0	7,0	(4,2)
Fournitures électriques	—	—	—	454,1	454,1	(454,1)

	Prévisions de dépenses initiales (1)	Montant réparti (2)	Montant estimatif des dépenses non renouvelables (3)	Montant estimatif des dépenses renouvelables (4)	Montant estimatif total des dépenses (5)	Économies/ (dépassements) (6) = (2) - (5)
Accessoires d'uniforme, drapeaux et autocollants	10,0	10,0	—	10,8	10,8	(0,8)
Cartes d'état-major	—	—	—	4,5	4,5	(4,5)
Intendance et magasins	175,0	175,0	—	—	—	175,0
Total partiel	1 428,9	1 428,9	—	1 783,4	1 783,4	(354,5)
Total, rubrique 10	9 950,7	9 950,7	—	16 425,9	16 425,9	(6 475,2)
11. <u>Fournitures et services liés aux élections</u>	—	—	—	—	—	—
12. <u>Programmes d'information</u>	155,0	155,0	158,6	—	158,6	(3,6)
13. <u>Programmes de formation</u>	5,2	5,2	—	—	—	5,2
14. <u>Programmes de déminage</u>	—	—	—	—	—	—
15. <u>Aide au désarmement et à la démobilisation</u>	—	—	—	—	—	—
16. <u>Fret aérien et de surface</u>	105,0	105,0	—	5 182,7	5 182,7	(5 077,7)
17. <u>Système intégré de gestion</u>	32,7	32,7	—	19,6	19,6	13,1
18. <u>Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix</u>	1 220,3	1 220,3	—	1 220,3	1 220,3	—
19. <u>Contributions du personnel</u>	2 331,1	2 331,1	—	1 271,0	1 271,0	1 060,1
Total, rubriques 1 à 19	152 011,5	152 011,5	1 193,6	140 791,6	141 985,2	10 026,3
20. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	(2 331,1)	(2 331,1)	—	(1 271,0)	(1 271,0)	(1 060,1)
21. <u>Contributions volontaires en nature (prévues au budget)</u>	—	—	—	—	—	—
Total, rubriques 20 et 21	(2 331,1)	(2 331,1)	—	(1 271,0)	(1 271,0)	(1 060,1)
Montant brut des ressources nécessaires	152 011,5	152 011,5	1 193,6	140 791,6	141 985,2	10 026,3
Montant net des ressources nécessaires	149 680,4	149 680,4	1 193,6	139 520,6	140 714,2	8 966,2
22. <u>Contributions volontaires en nature (non prévues au budget)</u>	—	—	—	—	—	—
Total des ressources	149 680,4	149 680,4	1 193,6	139 520,6	140 714,2	8 966,2

Annexe II

Montant estimatif des contributions volontaires du Canada  
pour la période allant du 16 avril au 30 juin 1996<sup>a</sup>

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Montant estimatif
1. Personnel militaire	
Remboursement aux gouvernements aux taux standard	1 639,2
Détente et loisirs	25,6
Rations	329,6
Indemnité journalière	61,3
Indemnité de subsistance (missions)	—
Déploiement, relève et rapatriement	945,0
Indemnité d'habillement et d'équipement	110,3
Matériel appartenant aux contingents	329,2
Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	52,5
Total, rubrique 1	3 492,7
2. Personnel civil	
Traitements du personnel local (interprètes)	86,0
Total, rubrique 2	86,0
3. Locaux/hébergement	
Éclairage, chauffage, énergie et eau — carburant pour groupes électrogènes	98,5
Total, rubrique 3	98,5
4. Transports	
Pièces de rechange, réparations et entretien	278,8
Carburant et lubrifiants	103,0
Assurance automobile	15,1
Total, rubrique 4	396,9
5. Matériel divers	
Pièces de rechange, réparations et entretien	34,3
Total, rubrique 5	34,3
6. Fournitures et services	
a) Services divers	
Services contractuels	1 636,5
Services et traitements médicaux	78,8
Total partiel	1 715,3
b) Fournitures diverses	
Fournitures médicales	44,0
Fournitures sanitaires et de nettoyage	15,8
Accessoires d'uniforme, drapeaux et insignes	22,1
Cartes d'état-major	15,0
Intendance et magasins	26,8
Total partiel	123,7
Total, rubrique 6	1 839,0
7. Fret aérien et de surface	1 260,0
Montant estimatif total	7 207,4

<sup>a</sup> Aux coûts standard, pour un effectif de 630 militaires.

Annexe III

Réduction du personnel militaire

A. Détail de l'effectif militaire visé à l'annexe III du document A/50/363/Add.2

	1er mars	15 mars	1er avril	15 avril- 15 juillet	16-31 juillet
Infanterie	2 790	1 970	1 878	1 110	550
Logistique	1 069	735	700	90	90
Total	3 859	2 705	2 578	1 200	640

B. État courant de l'effectif militaire visé au paragraphe 36 du document S/1996/112

	Au 29 février 1996	Rapatriement			Dans la zone de la Mission au 16 avril 1996
		Au 15 mars	Au 31 mars	Au 15 avril	
Bangladesh	859	(3)	(10)	(302)	544
Canada	402	(61)	(30)	(200)	111 <sup>a</sup>
Djibouti	196			(196)	—
France	1				1
Népal	16	(16)			—
Pakistan	852	(3)	(305)		544
États-Unis d'Amérique	1 702	(1 116)	(120)	(466)	—
Total	4 028	(1 199)	(465)	(1 164)	1 200

<sup>a</sup> Il se peut qu'une partie de l'effectif canadien soit resté avec la Mission, par intégration dans le personnel fourni à titre volontaire par le Canada.

-----